



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION N° CFVU 27-SFP-038

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit international et Droit européen,
parcours type International Economic Law
Année universitaire 2018/2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté de Droit et Science Politique en date du 9 janvier 2018,
- Vu l'accord bilatéral entre l'Université Toulouse 1 Capitole et Stetson University Inc., d/b/a Stetson University College of Law, et son amendement adopté en CA en date du 31 mai 2012

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit international et Droit européen, parcours type International Economic Law sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit International, parcours type International Economic Law est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit international économique tant s'agissant de l'Union Européenne qu'au-delà.

ARTICLE 1. Conditions d'accès

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit international, parcours type International Economic Law, les étudiants remplissant les deux séries de conditions suivantes :

- avoir validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit International, ou d'un autre Master de droit, ou un diplôme, français ou étranger, équivalent à 240 crédits ECTS
- démontrer un niveau d'anglais suffisant.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat, d'une lettre de motivation, ainsi que des aptitudes linguistiques du candidat, et le cas échéant, à la suite d'un entretien mais uniquement pour les étudiants ayant choisi la mobilité vers l'université américaine de Stetson. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée sur décision du jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 2^{ème} année de master Droit, Économie, Gestion, mention Droit international, parcours International Economic Law, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le master 2^{ème} année Droit, Économie, Gestion, mention Droit international, parcours type International Economic Law, est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend sept unités d'enseignement, le second semestre, une unité d'enseignement, totalisant respectivement 41 et 19 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE

2 rue du Doyen Gabriel Marty -31042 Toulouse cedex 9-France-Tél :05 61 63 35 00 -Fax: 05 61 63 37 98 - www.ut-capitole.fr

6.2 - Les enseignements sont tous en langue anglaise.

6.3 - Les étudiants inscrits dans le diplôme ont la possibilité d'effectuer les deux semestres à l'Université de Stetson selon les modalités définies dans l'accord bilatéral signé entre l'université Toulouse 1 Capitole et l'université de Stetson.

ARTICLE 7. Voie recherche voie professionnelle

7.1 - L'étudiant choisit pour l'UE 8 du semestre 4 soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

7.2 - Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de deux mois (ou 308 heures) dans une organisation lui permettant de mettre en application les enseignements dispensés pendant l'année (entreprise, cabinet, administration, organisation internationale...) qui donnera lieu à une évaluation dont la note sera prise en compte pour l'admission au diplôme.

L'étudiant exerçant pendant l'année du diplôme une activité professionnelle en relation avec les thématiques enseignées peut être dispensé du stage par le responsable de la formation ; il est cependant tenu à la remise d'un rapport d'activité satisfaisant aux mêmes exigences que le rapport de stage précité.

7.3 - Pour la voie recherche, l'étudiant présente un mémoire de recherche dont la note sera prise en compte pour l'admission au diplôme. Par exception, pour les étudiants en mobilité entrante venant d'une université partenaire à l'université Toulouse 1 Capitole et dont la convention de partenariat prévoit une soutenance orale, une telle soutenance sera organisée.

Le succès à l'examen du Master Recherche permet de s'inscrire en Doctorat (thèse), après acceptation du sujet par un Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole Doctorale, et sur autorisation de la Présidente de l'Université.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - L'examen du master 2 comporte une session unique pour chaque semestre.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la session unique

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

Semestre 3 : Pour les UE1, UE2, UE3, UE4, UE5, UE6, chaque matière constitutive fait l'objet d'un contrôle continu. L'UE7 ne fait pas l'objet d'une évaluation.

Semestre 4 UE8 :

- voie professionnelle : Le stage donne lieu à un rapport rédigé en anglais, mettant l'accent sur un problème juridique rencontré durant le stage. Le rapport de stage est évalué par un jury et donne lieu à une note unique.

- voie recherche : Le mémoire est rédigé en anglais. Il porte sur un sujet de recherche accepté par le superviseur et par le directeur de la formation. Le mémoire est évalué en sa qualité et fait l'objet d'une note. Le mémoire fait l'objet d'une présentation orale pour les étudiants en mobilité entrante venant d'une université partenaire à l'université Toulouse 1 Capitole et dont la convention de partenariat prévoit une soutenance orale ; en ce cas le mémoire et la prestation orale de soutenance donnent lieu à une note unique.

Toute absence à une épreuve de contrôle continu ou de soutenance est sanctionnée par la note 0.

Sont admis à passer la session de rattrapage dite de cas de force majeure les étudiants :

Absents à la session unique du semestre concerné et :

- qui peuvent justifier d'un cas de force majeure, c'est à dire la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur),
- et qui ont déposé un dossier (formulaire et justificatif d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours calendaires suivant la fin de la période d'examen concernée,
- et, qui ont reçu un avis favorable de la commission composée du Doyen et de deux membres du bureau de la Faculté. La décision de cette instance n'est pas susceptible de recours. La Présidente est liée par cet avis.

ARTICLE 10. Bonifications

10.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

10.2 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 11. Condition de validation des unités et des semestres

11.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 410/820 points pour le semestre 3 et 190/380 points pour le semestre 4 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

11.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation

► **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 410/820 points pour le semestre 3 et 190/380 points pour le semestre 4.

La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 41 et 19 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 12. Conditions d'attribution d'une mention

12.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 13. Délivrance du diplôme

13.1 - Pour être déclaré admis au diplôme l'étudiant doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury d'examen peut octroyer des points jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire



PJ : annexes

Annexe 1 Master 2 mention Droit international parcours-type International Economic Law année 2018/2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE1	European organisations	Obligatoire	10	39			200
	European Union Construction			9	Contrôle continu	50	
	Litigation Strategy in a European Context			9	Contrôle continu	50	
	Single Market & Foreign goods/Services and Foreigners			9	Contrôle continu	50	
	Selected Issues of EU Competition Law			12	Contrôle continu	50	
UE2	International Trade Organisation	Obligatoire	6	18			120
	World Trade Organisation			18	Contrôle continu	120	
UE3	International Law	Obligatoire	8	43			160
	Current Issues of Public International Law (French, EU and others)			12	Contrôle continu	60	
	Current Issues of Private International Law (French, EU and others)			21	Contrôle continu	60	
	Political Philosophy in an International Context			10	Contrôle continu	40	
UE4	Contracts and Companies	Obligatoire	5	27			100
	Negotiations & Drafting of contracts			6	Contrôle continu	30	
	International Company Law			9	Contrôle continu	30	
	Comparative Contract Law			12	Contrôle continu	40	
UE5	International Economic Development	Obligatoire	6	34	Contrôle continu	120	120
UE6	Regulation of Markets & Litigation	Obligatoire	6	36			120
	Evolution of State Intervention			12	Contrôle continu	40	
	Law & Development			12	Contrôle continu	40	
	International Arbitration			12	Contrôle continu	40	
UE7	Language : English or French	Obligatoire	4	25	Non évalué	20	20
	Documentary Researches	Facultatif		3	Non évalué		
Bonification		Facultatif				3, 33% max du total des points du semestre	
TOTAL semestre 3			41	225		820	820

Annexe 1 Master 2 mention Droit international parcours-type International Economic Law année 2018-2019

Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE8 A choix	Internship / Master thesis	A choix	19	18		380	380
	Master thesis			18	Note du mémoire de recherche		
	Internship (3 months) + report				Note de rapport de stage ou d'activité		
Bonification		Facultatif				3, 33% max du total des points du semestre	
TOTAL semestre 4			19	18		380	380
TOTAL ANNEE			60	243		1200	1200



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media